

RÉSUMÉ DE LA DISCUSSION EN LIGNE SUR

LE LEADERSHIP DES FEMMES DANS LA RÉPONSE À LA COVID-19

PUBLIÉ PAR iKNOWPOLITICS

UN PROJET DE



Empowered lives.
Resilient nations.

JUIN 2020

MESSAGE DE LANCEMENT

Contexte

Les femmes sont les plus durement touchées par l'actuelle pandémie de Covid-19 et ses impacts. Au-delà de l'effet direct de l'infection par le nouveau coronavirus, les femmes sont plus exposées car leur santé et leur sécurité sont plus à risques du fait de la prévalence accrue des [abus et des violences](#) domestiques et de la réduction des services de santé sexuelle et reproductive. Comme les femmes représentent la majorité du personnel de la santé et des soignants en milieu familial, en cette période de crise sans précédent elles sont plus appelées à prendre soin des malades et des plus fragiles, ce qui augmente leur [risque de tomber malade](#). Tout cela s'ajoute à l'impact indirect et disproportionné de la pandémie sur les moyens de subsistance des femmes partout dans le monde. La majorité travaillant dans l'[économie informelle](#), elles n'ont souvent pas d'assurance maladie et de sécurité sociale, ce qui les expose davantage aux risques.

Les femmes représentent [70%](#) du personnel médical dans le monde et sont globalement plus vulnérables en temps de crise. Ceci dit, elles ne représentent que [25%](#) des parlementaires et [6%](#) des chefs d'État et de gouvernement. Partout dans le monde, les cellules et commissions de crise chargées de faire face à la crise sont largement dominées par les hommes, comme on le voit par exemple aux [États-Unis](#) et au [Royaume-Uni](#). De plus, [peu de femmes](#) sont invitées et citées par les médias pour partager leur expertise sur les mesures de secours et de soutien face à la Covid-19.

La représentation et la diversité sont cruciales, surtout en temps de crise. La manière dont nous réagissons à la pandémie et ses ramifications mettront au défi les institutions démocratiques d'une manière sans précédent si les mesures appropriées ne sont pas prises. Avec le report des élections ou le vote à distance, la fermeture des parlements, les délibérations en ligne et la réduction des espaces médiatiques traditionnels, les voix des femmes pourraient être considérablement réduites au silence, renvoyant les questions d'égalité des sexes au second plan.

Pour garantir une réponse optimale à la crise de la Covid-19 sans compromettre la sécurité et les droits des femmes, les gouvernements et les décideurs de tous les secteurs doivent inclure une perspective de genre dans toutes leurs décisions. Les politiques sensibles au genre qui reconnaissent et répondent aux besoins des femmes bénéficieront non seulement les femmes mais la société dans son ensemble. Plus que jamais, cette crise a montré que la sécurité et le bien-être des personnes sont déterminés par les décideurs, élus et non élus. Nous sommes tous aussi vulnérables que les plus vulnérables d'entre nous.

Objectif

Cette discussion en ligne a sensibilisé au manque de leadership et de représentation des femmes dans les prises de décisions concernant les mesures de secours et de redressement face à la Covid-19 et à l'importance d'intégrer des réponses sensibles au genre pendant et après la crise. Des femmes en politique, des militants de la société civile, des praticiens et des chercheurs ont participé à cette discussion en ligne du 15 avril au 8 mai 2020. Les contributions ont permis l'élaboration de la réponse consolidée ci-dessous, qui on l'espère augmentera la base de connaissances disponibles sur le sujet.

Questions

1. Est-ce qu'il y a des données sexospécifiques sur les effets de la pandémie ? Comment votre gouvernement national et autorités locales ont-ils répondu aux besoins spécifiques des femmes et des filles de votre région ?

2. Les femmes leaders sont-elles visibles dans votre pays / région ? Pouvez-vous partager des exemples d'initiatives réussies de femmes leaders pour atténuer les impacts du coronavirus ? Dans quel secteur travaillent-elles et quelles contributions ont-elles apporté ?
3. Que peuvent faire les gouvernements, les parlements, la société civile et les médias pour veiller à ce que les voix des femmes soient davantage incluses ?
4. Quels sont les secteurs et les espaces non formels où les décisions clés sont prises et les voix des femmes doivent être renforcées (par exemple, la logistique, les chaînes d'approvisionnement, etc.) ?

CONTRIBUTIONS

Avec nos partenaires, nous remercions nos abonnés d'avoir pris le temps de participer à cette discussion en ligne et de partager leurs expériences, bonnes pratiques et recommandations. Les participantes suivantes ont contribué à la discussion en ligne:

1. [Ana Avalos](#), **Espagne** (espagnol)
2. [Annie Matundu-Mbambi](#), Présidente nationale de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF), **République démocratique du Congo** (français)
3. [Catherine Mabobori](#), Ancienne députée et secrétaire générale du Mouvement des femmes et des filles pour la paix et la sécurité, **Burundi** (français)
4. [Cinthya Mendoza](#), Médecin, ancienne députée Cochabamba, **Bolivie** (espagnol)
5. [Desirée Viteri](#), Doctorat en droit et sciences politiques, Université de Barcelone, **Équateur** (espagnol)
6. [Janeth Cuestas](#), **Panama** (espagnol)
7. [Lucia](#) (espagnol)
8. [Mariana Duarte](#), Chargée de programme genre à l'Union interparlementaire, **Suisse** (anglais)
9. [Mireille Rabenoro](#), Présidente de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, **Madagascar** (français)
10. [Silvia Lopez Prieto](#), Stagiaire à International IDEA, **Suède** (anglais et espagnol)
11. [Siti Fuadilla Alchumaira](#), Co-fondatrice d'Empowomen et chargée de projet à Save The Children, **Indonésie** (anglais)

RESUME

1. **Est-ce qu'il y a des données sexospécifiques sur les effets de la pandémie ? Comment votre gouvernement national et les autorités locales ont-ils répondu aux besoins spécifiques des femmes et des filles de votre région ?**

Des données complètes et ventilées par sexe sont primordiales pour des réponses bien conçues et efficaces à la pandémie de Covid-19 et ses effets. Lorsque les gouvernements ne collectent pas et ne publient pas de données, il est difficile pour les responsables politiques et les décideurs d'évaluer avec précision la situation et de fournir des réponses adéquates pour tous. Les gouvernements opèrent sous une pression intense pour agir rapidement, ce qui signifie souvent agir sans suffisamment d'informations ou sans prendre en compte plusieurs perspectives. Les politiques et les réponses qui ne prennent pas en considération les différences liées au genre sont souvent inefficaces, car elles ne sont pas informées par les spécificités et les besoins de la moitié de la population.

Les participants signalent que les données ventilées par sexe ne sont pas toujours disponibles en ce qui concerne la propagation et les effets de la maladie Covid-19. [Silvia López Prieto](#) donne l'exemple de [Global Health 50/50](#) en tant que source de données ventilées par sexe sur la Covid-19, recueillies en partenariat avec CNN. L'initiative a compilé des données provenant des pays les plus touchés pour aider à analyser comment la pandémie affecte les femmes et les hommes différemment. Les données ventilées par sexe ne sont pas disponibles pour le moment pour tous les pays, ce qui rend difficile l'étude des effets mondiaux de la pandémie sur les hommes et les femmes.

Parmi les 20 pays étudiés en premier, la [recherche](#) révèle que six pays¹ fournissent des données ventilées par sexe pour les cas confirmés et les décès (**Allemagne, Chine, France, Iran, Italie et Corée du Sud**); sept pays fournissent des données ventilées par sexe pour les cas confirmés uniquement (**Autriche, Canada, Danemark², Japon, Norvège, Suède et Suisse**); et aucune donnée ventilée par sexe n'a pu être trouvée pour les sept autres pays (**Belgique, Malaisie, Pays-Bas, Portugal, Espagne³, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique**).

Afin de combler le manque de données de genre, ONU Femmes et l'Organisation mondiale de la Santé ont uni leurs forces informer et faciliter des décisions politiques prenant en compte les besoins des femmes et des filles sur une [plateforme](#) de suivi en direct des cas, des ressources et des mesures. Bien que les données montrent que le coronavirus infecte et tue plus d'hommes que de femmes, les femmes sont plus exposées au virus et à ses effets directs et indirects sur leur vie. En effet, les femmes représentent 70% des professionnels de la santé dans le monde. Plus précisément, [Silvia López Prieto](#) rapporte que des études de l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) montrent que 76% des professionnels de la santé et 82% des caissiers dans l'UE sont des femmes, ce qui les rend très largement exposées en tant que travailleurs de première ligne et essentiels.

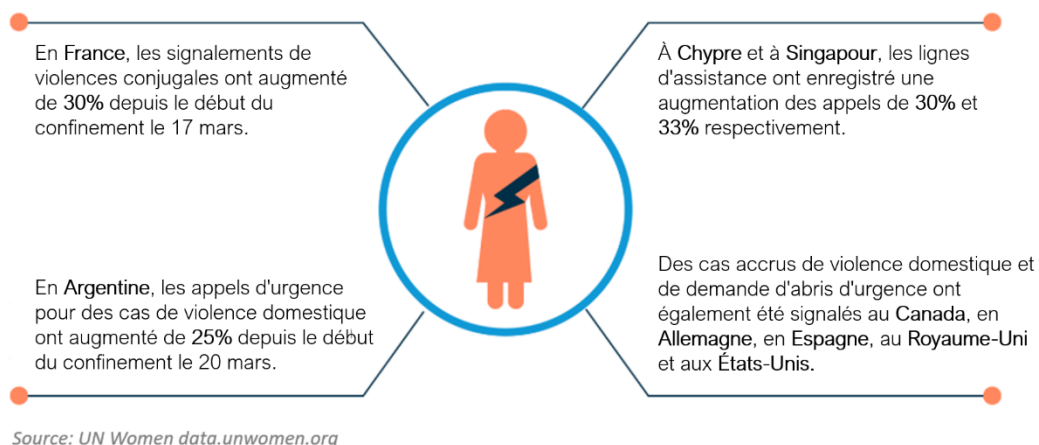
La crise de la Covid-19 a exacerbé les inégalités existantes, [exposant les vulnérabilités des femmes](#) qui amplifient à leur tour les effets de la pandémie. Généralement, les femmes gagnent et épargnent moins que les hommes - ayant des emplois plus précaires, mal payés, à temps partiel et informels - ce qui les rend plus susceptibles de subir l'impact économique de la crise du coronavirus. À titre d'exemple de mesures d'urgence conçues pour les travailleurs vulnérables, [Silvia López Prieto](#) rapporte que le gouvernement espagnol a établi une subvention extraordinaire pour les travailleurs domestiques - dont la majorité sont des femmes - reconnaissant leur vulnérabilité particulière. C'est la [première fois](#) que les travailleurs domestiques en **Espagne** ont droit à des allocations de chômage.

En outre, étant donné que les femmes prennent en charge la majorité du travail domestique non rémunéré, elles sont confrontées à des responsabilités familiales et à un stress accru à cause de la fermeture des écoles et de l'augmentation des besoins des personnes âgées. La distanciation sociale et les restrictions de mouvement ont exposé les femmes et les filles à la violence sexiste, car elles sont obligées de rester à la maison avec leurs agresseurs et n'ont pas accès aux réseaux et services de soutien. Les nouvelles données recueillies par ONU Femmes [montrent](#) que la violence contre les femmes et les filles s'est intensifiée depuis le début de l'épidémie de Covid-19.

¹ Au moment de la collecte des données le 20 mars 2020.

² Le gouvernement a indiqué qu'il était en train de compiler des données ventilées par sexe, qui n'étaient pas encore disponibles au moment du rapport.

³ Ibid.



L'**Espagne** a adopté une loi qui garantit l'accès aux centres d'urgence et à des hébergements sûrs pour aider les victimes de violences basées sur le genre et d'exploitation sexuelle, rapporte [Silvia López Prieto](#). Le gouvernement a également mis en place un plan appelé «Mascarilla 19» (Masque 19) pour faciliter le signalement des incidents de violence sexiste. L'initiative permet aux victimes de violences et d'abus sexistes de signaler des incidents en se rendant simplement à leur pharmacie locale et en prononçant les mots «Mascarilla 19», après quoi la pharmacie prévient les autorités. De même, le gouvernement a inclus un bouton SOS dans l'application de police nationale *AlertCops* pour que les victimes puissent signaler les cas d'urgence à l'insu de l'agresseur.

[Catherine Mabobori](#), qui représente le Mouvement des femmes et des filles pour la paix et la sécurité (MFFPS) au **Burundi**, partage que le MFFPS a mis en place une collecte de fonds de secours pour aider les plus vulnérables, en particulier les femmes réfugiées, comme leurs moyens de subsistance ont été réduits ou même perdus à cause de la pandémie. Le MFFPS a également fourni un soutien psychologique aux femmes pour les aider à faire face à la réalité de la vie en confinement.

2. Les femmes leaders sont-elles visibles dans votre pays / région ? Pouvez-vous partager des exemples d'initiatives réussies de femmes leaders pour atténuer les impacts du coronavirus ? Dans quel secteur travaillent-elles et quelles contributions ont-elles apporté ?

Les femmes sont extrêmement sous-représentées dans les institutions politiques et décisionnelles. Au 1^{er} mai 2020, 7,2% des chefs d'État (10 sur 152) et 6,2% des chefs de gouvernement (12 sur 193) étaient des femmes.⁴ Les hommes et les femmes détiennent de puissants préjugés contre les femmes en politique.

⁴ Données compilées par ONU Femmes sur la base des informations fournies par les missions permanentes auprès des Nations Unies. Seuls les chefs d'État élus ont été comptabilisés. En Bolivie et en Suisse, le chef de l'État et du gouvernement est le même.

L'[indice des normes sociales de genre](#) récemment publié par le PNUD révèle qu'environ la moitié des hommes et des femmes dans le monde pensent que les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques.

Cependant, il est [largement rapporté](#) que les pays avec les réponses les plus efficaces à l'épidémie et à ses effets sont dirigés par des femmes. Les femmes cheffes d'État et de gouvernement des pays comme l'**Allemagne**, la **Norvège** et la **Finlande** sont applaudies pour leur leadership exemplaire et pour avoir été des voix de la raison dans le chaos de la pandémie. La Première ministre de la **Nouvelle Zélande** Jacinda Ardern par exemple est décrite comme ayant géré la crise avec des messages calmes, empathiques et clairs.

À **Madagascar**, le deuxième responsable le plus visible à la tête de la lutte contre le coronavirus, après le président, est l'experte médicale Vololontiana Hanta, qui fait deux mises à jour quotidiennes sur l'évolution du virus à la télévision nationale, selon [Mireille Rbenoro](#). Elle signale également que les femmes ministres - qui représentent environ un tiers du gouvernement du pays - sont actives et visibles, comme par exemple les femmes ministres en charge des portefeuilles du travail, de l'industrie, de l'éducation, de la recherche scientifique, de l'environnement et des affaires sociales.

En **Bolivie**, la présidente par intérim et cheffe du gouvernement Jeanine Áñez a été saluée durant la crise. [Cinthya Mendoza](#) raconte qu'en cinq mois de mandat, la présidente Áñez a mis en place des mesures préventives rapides et a commandé le plus grand achat d'équipement de santé de l'histoire du pays.

[Siti Fuadilla Alchumaira](#) partage l'exemple d'une femme maire à la tête d'une région de Java en **Indonésie** qui a rapidement établi un plan stratégique pour sa circonscription et mené des actions de coordination avec divers partenaires, y compris les autorités locales et nationales et la société civile, comme par exemple pour l'installation de mesures de désinfection et d'isolement.

En **Espagne**, la ministre de l'Égalité Irene Montero Gil, qui a dirigé l'opération «Mascarilla 19» mentionnée précédemment, et la ministre des Affaires économiques Nadia Calviño Santamaría, dont le ministère a mis en œuvre une assistance économique aux plus vulnérables, sont des exemples de femmes leaders en première ligne de la lutte contre Covid-19 et ses impacts, d'après [Silvia López Prieto](#). Elle partage également l'exemple de la ministre de l'Éducation María Isabel Celaá Diéguez, qui a coordonné avec les autorités locales la continuité de l'éducation durant le confinement. Sous sa direction, le gouvernement a assuré à tous l'accès à Internet, a offert des cours aux enseignants leur expliquant l'utilisation des nouvelles technologies pour l'apprentissage à distance, et a émis des recommandations pour les familles avec des enfants aux besoins spéciaux.

3. Que peuvent faire les gouvernements, les parlements, la société civile et les médias pour veiller à ce que les voix des femmes soient davantage incluses ?

Des études montrent sans équivoque que les politiques et les réponses qui ne consultent pas ou n'incluent pas les femmes dans la prise de décision sont tout simplement moins efficaces et peuvent même nuire.⁵ Les gouvernements, les parlements, la société civile et les médias ont tous un rôle crucial à jouer pour veiller à ce que les voix des femmes soient incluses dans les réponses à la Covid-19.

⁵ UN Secretary General's Policy Brief: The Impact of Covid-19 on Women, page. 3. United Nations, 9 April 2020: unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/policy-brief-the-impact-of-Covid-19-on-women-en.pdf?la=en&vs=1406

Pour les gouvernements, la volonté politique est essentielle. Les participantes conviennent que les gouvernements sont particulièrement bien placés pour faciliter toutes les réponses en collectant d'abord et rapidement des données ventilées par sexe complètes sur les facteurs de risque, l'accès aux soins, les symptômes, les cas confirmés, les décès et l'impact global. Ces informations indispensables permettent à tous les autres acteurs d'établir des mesures intelligentes et optimales pour garantir que les femmes soient incluses, protégées et entendues.

De plus, c'est aux gouvernements de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, notamment en prenant des mesures pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes et assurer leur pleine et égale participation et représentation dans tous les organes de prise de décision, en particulier en temps de crise. [Siti Fuadilla Alchumaira](#) souligne le rôle clé des gouvernements dans la coordination des différents acteurs en une réponse unifiée et cohérente, prenant en compte et incluant les femmes et leurs perspectives. [Ana Avalos](#) ajoute l'importance de la coordination du gouvernement avec la société civile, en particulier les organisations des femmes, pour renforcer la portée et l'impact des actions sensibles au genre.

À une époque où les parlements et leurs structures se réunissent à capacité réduite, il est essentiel de garantir la participation et le leadership des femmes à tous les niveaux. [Mariana Duarte](#) partage les mesures publiées par l'Union interparlementaire en tant que guide à l'attention des parlements pour garantir la contribution des femmes aux mesures :

- Les comités, commissions et / ou groupes de travail de prise de décision et de contrôle mis en place au Parlement pour répondre à la crise doivent garantir la participation et le leadership des femmes parlementaires.
- La participation égale des hommes et des femmes et un mandat clair d'intégration de la dimension de genre sont essentiels pour garantir l'inclusivité et l'efficacité de tous les mécanismes parlementaires.
- Les femmes représentantes des secteurs du travail, les femmes travaillant dans l'économie informelles et les femmes soignantes doivent être invitées et incluses dans les délibérations parlementaires, qu'elles soient en personne ou par vidéoconférence.
- La poursuite des activités des commissions pour l'égalité des sexes et l'inclusion de l'égalité des sexes dans le mandat des nouvelles commissions parlementaires spéciales supervisant la réponse du gouvernement sont essentielles pour garantir un engagement institutionnel responsable en faveur de l'intégration de la dimension de genre et, in fine, une réponse parlementaire efficace à la pandémie.⁶

Les participantes reconnaissent que les médias, sous ses diverses formes, ont joué un rôle extrêmement important pour tenir les populations informées et leur donner la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et donner leurs contributions. Les médias ont la responsabilité de veiller à ce que les femmes soient également représentées dans leurs programmes et outils de communication et soient représentées de manière équitable tout en offrant un espace sûr pour exprimer leurs préoccupations spécifiques et leurs solutions aux efforts de réponse et de relance.

⁶ Pour plus d'informations, voir la note d'orientation de l'UIP à l'intention des parlements sur le genre et Covid-19 à l'adresse ipu.org/fr/genre-et-Covid-19-note-dorientation-pour-les-parlements.

4. Quels sont les secteurs et les espaces non formels où les décisions clés sont prises et les voix des femmes doivent être renforcées (par exemple, la logistique, les chaînes d'approvisionnement, etc.) ?

À l'échelle mondiale, les femmes sont plus vulnérables financièrement et leur capacité à absorber les chocs économiques est inférieure à celle des hommes. Alors que la charge du travail domestique non rémunéré des femmes – l'un des principaux moteurs de l'inégalité entre les sexes - a été exponentiellement accrue par la crise de la Covid-19, il est également clair que le fonctionnement quotidien des familles, des communautés et de l'économie dépend de ce travail invisible.⁷

Dans tous les secteurs, les actions et les mesures qui ignorent les perspectives et les besoins des femmes sont vouées à être moins efficaces et même à échouer. Cela est vrai pour toutes les sphères de l'économie formelle et informelle, de la santé, de l'éducation, de la culture et des secteurs publics. Alors que les structures et les systèmes intersectoriels sont reconstruits au lendemain de la pandémie, il existe une opportunité sans précédent de veiller à ce qu'ils soient plus sensibles au genre et donc plus résilients. Des mesures audacieuses et concrètes doivent être prises pour que les progrès en matière d'égalité des sexes, en particulier en termes de leadership des femmes et de participation aux organes de prise de décision publics et privés, soient maintenus et renforcés.

La pandémie a exacerbé les inégalités existantes à tous les niveaux. Il est donc essentiel que nous apprenions tous les leçons qu'elle apporte et que nous en tirions un monde plus inclusif, équitable et résilient. Cela ne peut être réalisé que si nous plaçons les femmes au centre de toutes les mesures et des systèmes renouvelés. Cela garantira une reprise plus rapide et un développement humain plus durable.

⁷ UN Secretary General's Policy Brief: The Impact of Covid-19 on Women, page 15. United Nations, 9 April 2020: unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/policy-brief-the-impact-of-Covid-19-on-women-en.pdf?la=en&vs=1406